

Motion C de la Fédération de la Seine pour le Congrès National du Parti Socialiste - 9 juin 1935

Aux Membres du Parti

Vous avez à choisir entre deux politiques : l'une, celle du Secrétariat, la politique du statu-quo et de la passivité, l'autre, la politique révolutionnaire telle qu'elle s'est manifestée lors du Conseil Fédéral de la Seine du 25 février dernier, avec ses mots d'ordre de rassemblement, d'organisation et de sécurité des masses (Milices, armement des travailleurs, communes ouvrières, comités d'usine, comités de techniciens), mots d'ordre qui ont été violemment combattus lors du dernier Conseil National.

Seule la motion que nous vous présentons, reprend en termes clairs les, mots d'ordre et les moyens de cette politique révolutionnaire votée par la majorité du dernier Conseil Fédéral de la Seine.

La motion de la Bataille Socialiste ne reprend pas ces mots, d'ordre et recule devant l'attaque du Secrétariat au dernier Conseil National (quant au mot d'ordre des milices et de l'armement, Bracke, co-signataire de la motion de la Bataille Socialiste, l'a abandonné pour se joindre à Lebas au cours du Congrès de la Fédération du Nord, où ce dernier déclara : « Nous ne pourrions organiser l'armement du peuple que lorsque nous aurons conquis le pouvoir. Ce sera le résultat de notre victoire et non le moyen de nous l'acquérir. » (Populaire du 27 mai 1935). La motion de la Bataille Socialiste passe complètement sous silence la question de la guerre, qui est intimement liée à la lutte pour le pouvoir. Par cela même, elle entrave le travail de clarification politique tout à fait indispensable.

Nous affirmons que le devoir de chaque militant est de ne pas se prêter, en votant des textes qu'on peut interpréter dans les sens les plus opposés, à des manœuvres qui aboutiraient à un nouveau nègre-blanc, c'est-à-dire à la stagnation. Chacun doit prendre ses responsabilités, dire clairement dans quelle voie il veut s'engager et cela sans équivoque.

Cette clarification nous voulions la faire en commun avec des camarades, signataires de la motion de la Bataille Socialiste. Ils s'y sont refusés à la Commission des résolutions de la Seine, ont maintenu intégralement leur texte. A leur défaut nous reprenons les mots d'ordre de la seule politique susceptible d'assurer le pouvoir au socialisme, et de faire du Parti l'arme de cette lutte !

Ont signé :

Seine	Balay (C.E. de la Seine);	Drôme	Royannez
	Frank (14°)	Isère	Bardin
	Gérard (18°)	Loiret	Dollon
	Molinier (19°)	Nord	Danno (Valenciennes)
	Naville (20°)		Devryère (Lille)
Seine-et-Oise	Craipeau	Rhône	Berthe Joly
	Touzard (C.A. de S.-et-O.)	Var	Cambier

1

Le Congrès du Parti Socialiste considère que toute la situation nationale et internationale impose au prolétariat de prendre sans délai la tête de la lutte pour le pouvoir. Si la classe ouvrière et les opprimés de toute condition ne parviennent pas à s'emparer du pouvoir en expropriant la bourgeoisie, c'est la réaction militariste des Tardieu et des Weygand et le fascisme des La Rocque, des Bucard et des Taittinger qui inévitablement s'en empareront.

C'est pourquoi le Parti Socialiste proclame sa volonté de rassembler les masses travailleuses immédiatement sous le mot d'ordre de la lutte pour le pouvoir qui doit servir d'axe à l'action du Parti sur tous les terrains : politique, économique, social, militaire.

La seule voie vers le pouvoir est la voie révolutionnaire. Entre les méthodes réformistes et la préparation méthodique de la prise révolutionnaire du pouvoir par le rassemblement des masses et leur organisation insurrectionnelle, il n'y a pas de place pour une troisième méthode. Seule « la force est la grande accoucheuse des sociétés ».

2

La condition préalable de cette lutte est l'action sans merci contre le gouvernement de spoliation et de guerre du type Flandin qui loin de défendre les libertés des travailleurs au sein du régime capitaliste, les détruit méthodiquement avec le concours des fascistes, des militaristes et de l'Eglise.

Le Parti Radical-Socialiste lui apporte son concours dans cette tâche ; c'est pourquoi, le Parti Socialiste considère indispensable une lutte irréductible contre ce parti pour gagner à nos idées les masses qu'il influence, et la rupture de toute attache avec lui aux élections, au Parlement, hors du Parlement.

Il découle aussi de là que toute attitude ou pratique d'opposition bienveillante envers le Gouvernement et sa politique (votes au Parlement, etc...) doit être dénoncée comme incompatible avec une orientation révolutionnaire vers le pouvoir.

La lutte pour le pouvoir nécessite la rupture avec toute promesse et toute pratique d'Union Sacrée « même en cas d'agression caractérisée de l'Allemagne » (Discours de Blum), même sous le signe de la défense de l'URSS. Le Parti doit mener la lutte pour la révolution et l'instauration des Etats-Unis Socialistes d'Europe, comme seul moyen d'éviter la guerre. Si la guerre éclate, néanmoins, la lutte pour le pouvoir doit se poursuivre **par la continuation de la lutte de classes**, sans égard à la défaite de son propre impérialisme.

La lutte pour le pouvoir doit comporter une propagande appropriée pour gagner au socialisme les exploités sous les armes.

3

Le Parti Socialiste déclare que les conquêtes démocratiques (libertés de réunion, de presse, d'association), qu'il ne faut pas confondre avec l'État parlementaire, ne peuvent être efficacement défendues que par les méthodes de l'action de masse révolutionnaire. Utilisant ces conquêtes subsistant de la période démocratique comme moyen et **point de départ** pour une action non limitée par la légalité bourgeoise, l'action de masse dirigée par les socialistes conduira à la lutte décisive pour le renversement de la bourgeoisie.

4

La propagande et l'action pour le pouvoir se développeront sur la base d'un programme d'action contenant les grandes revendications (nationalisation des banques et des industries-clés) liées aux revendications particulières à chaque couche laborieuse (mise au point d'une charte de revendications principalement pour les ouvriers, les femmes, les jeunes, les paysans, les chômeurs, les étrangers, les employés, les petits boutiquiers, les coloniaux).

La lutte pour ces revendications sera placée sous le signe du contrôle par les exploités sur la production, l'échange et le crédit monopolisés par une poignée d'exploiteurs.

Le Parti fera appel aux syndicats pour se joindre à l'action commune en vue de susciter des rassemblements et des actions de masse autour de revendications ci-dessus, inscrites dans le Plan confédéral.

5

La propagande autour des revendications ci-dessus mentionnées sera liée aux mots d'ordre suivants comme principaux objectifs et moyens sur la voie du pouvoir :

- a) popularisation et préparation de la grève générale;
- b) création de la milice ouvrière. Pour y parvenir, former simultanément à tous les échelons du Parti des groupes de défense active, faire les efforts nécessaires à leur développement, ces groupes devant constituer les cadres de la milice du peuple, dont l'action, loin d'être coupée des masses, sera un moyen d'encadrer ces masses propulsées par une politique révolutionnaire;
- c) propagande pour l'armement des travailleurs. Les masses doivent être appelées à la nécessité de riposter physiquement à l'adversaire fasciste, d'organiser farouchement cette riposte et de s'armer pour vaincre. En effet, la manifestation de la puissance prolétarienne, développant son action attractive, est un moyen décisif de la conquête des masses travailleuses, de la neutralisation des couches intermédiaires, de la désagrégation de l'armée bourgeoise et de l'alliance spontanée des soldats avec le prolétariat.

6

Le Parti souligne que la lutte pour le pouvoir ne peut que signifier la lutte pour la destruction radicale de l'appareil de l'Etat bourgeois (policier, administratif, constitutionnel et militaire) et son remplacement par l'Etat des ouvriers et des paysans, dont la forme a été trouvée par la Commune de Paris, puis réalisée par la Commune soviétique. Le Parti en vue de commencer d'instaurer la dualité de pouvoir, à l'intérieur de la société, créera les premiers éléments du pouvoir ouvrier (comités de quartier, communes ouvrières et paysannes, comités d'usine, cercles de soldats).

7

Le Parti exige l'octroi de libertés élémentaires aux indigènes des colonies opprimées par la bourgeoisie française (libertés syndicales, de presse, de réunion, etc...). La classe ouvrière de France ne peut conquérir le pouvoir qu'en liaison avec les peuples et classes exploités par le capitalisme français dans ses colonies.

Dans la lutte pour le pouvoir un rôle important sera rempli par les catégories d'exploités les plus opprimées, tels que les jeunes, les femmes et les ouvriers immigrés. Le Congrès du Parti Socialiste décide donc de mener une campagne qui leur soit particulièrement destinée, et notamment de développer avec intensité un programme spécial de revendications qui leur soient propres.

8

La victoire des travailleurs n'est pas possible sans une forte cohésion, sans la constitution, dans la sélection de la lutte, d'une direction révolutionnaire, c'est-à-dire, dans les conditions présentes d'organisation de la classe ouvrière, d'un regroupement de ses éléments conscients dans un seul parti révolutionnaire constitué sur une base politique claire déduite des enseignements, des victoires et des défaites du passé.

Pour hâter ce regroupement, dans le feu de l'action, est décidée la tenue régulière d'assemblées communes, entre membres des divers partis prolétariens en vue d'élaborer une plate-forme d'unité de contenu véritablement révolutionnaire. En préparant de telles assemblées, on élèvera le niveau politique des membres du Part, on décuplera leur force de propagande.